

TENU À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'INITIATIVE MENA-OECD



PROGRAMME

Le 22 novembre 2009 ♦ Marrakech, Maroc

FORUM DE LA GOUVERNANCE

MENA-OCDE 2009

*Relever les défis de la gouvernance pour une
économie plus forte, plus saine et plus juste*

Organisé par :

Le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

Et le Ministère de la Modernisation des Secteurs Publics du Maroc

Pour plus d'information, contactez-nous à l'adresse suivante: mena-governance@oecd.org

ou visitez les sites : www.oecd.org/mena/ministerial2009

www.mena-ocde.ma



Avant-propos

La crise économique et financière globale a également affecté les pays de la région MENA et menace leur capacité d'atteindre le niveau de croissance économique nécessaire pour répondre aux attentes des citoyens pour une meilleure qualité de vie, sans pour autant compromettre les ressources naturelles. L'une des principales leçons à retenir de cette crise est que les stratégies à venir ne peuvent être adoptées sans coordination des politiques publiques à tous les niveaux de gouvernance, et sans participation non seulement des gouvernements, mais également de tous les acteurs concernés, particulièrement les femmes, la société civile et les médias.

Le Forum de la gouvernance se tiendra conjointement avec de la Conférence ministérielle MENA-OCDE qui aura lieu le 23 novembre 2009 à Marrakech. Ce forum offrira aux décideurs politiques, aux experts, aux représentants de la société civile et aux médias une opportunité pour débattre les conditions pour une reprise économique et une croissance durable, tout en tenant compte des besoins des citoyens, des demandes de la société et des défis de l'environnement. Le Forum permettra d'appuyer les réformes nationales à travers l'apprentissage mutuel et concevoir un plan d'action pour la coopération régionale et internationale.

Les conclusions du Forum viendront enrichir les discussions de la Conférence ministérielle qui se tiendra le lendemain et contribueront à la planification stratégique du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance et au renouvellement de son programme de travail.

10h00 – 12h30

Séance 1: Une gouvernance efficace garantissant une croissance économique soutenable et participative

Au cours de la dernière décennie, les pays de la région MENA ont conçu et mis en œuvre des politiques visant à renforcer les capacités institutionnelles et administratives, les pré-requis importants pour le développement et la croissance durable. Promouvoir les valeurs principales du service public et assurer une gestion efficace des ressources publiques sont des facteurs essentiels. Une économie participative requiert l'utilisation novatrice des instruments politiques pour impliquer et servir les plus vulnérables et garantir un environnement durable pour les générations futures. Dans cette session, les participants discuteront des défis clés de la gouvernance et partageront des réponses politiques en vue de fournir une croissance économique participative et durable. Ils se concentreront en particulier sur:

- Comment les gouvernements peuvent-ils améliorer leur capacité à anticiper et gérer les défis stratégiques de la gouvernance publique auxquels ils sont confrontés, notamment la crise financière?
- Comment les gouvernements peuvent-ils mieux développer et fournir des politiques publiques fondées sur des approches impliquant le gouvernement dans son ensemble et sur les valeurs fondamentales du secteur public? Comment intégrer au mieux les objectifs des politiques sectorielles, comme la protection des ressources naturelles?
- Comment les gouvernements peuvent-ils créer et maintenir une unité de données quantitatives et qualitatives fiables et d'indicateurs sur les processus et la performance du secteur public, pour mener à bien des études comparatives de conception des politiques ?
- Comment les gouvernements peuvent-ils s'assurer que les femmes participent activement dans la vie économique et bénéficient de la croissance économique et des services publics ?
- Quels sont les meilleurs moyens de garantir l'intégrité dans un contexte d'interdépendances croissantes entre les secteurs public et privé ?

Ce panel couvre une multitude de domaines de politiques et d'approches dans les pays OCDE et la région MENA. Les participants à ce panel partageront leur vision sur la conception et la mise en œuvre du programme stratégique de la gouvernance publique, de manière à définir des opportunités de coopération et d'action régionale.

Président :

- S.E. M. Mohamed Abbou, Président entrant du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la modernisation des secteurs publics, Maroc

Remarques introductives :

- S.E. M. Renato Brunetta, Ministre de l'administration publique et de l'innovation, Italie
- S.E. Mme Nancy Bakir, Ministre de la réforme du secteur public, Jordanie
- M. Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE

Orateurs :

- M. Abdessalam Abouddrar, Président, Instance centrale de prévention contre la corruption (ICPC), Maroc
- M. Josep Puxeu Rocamora, Secrétaire d'État pour les affaires rurales et l'eau, Espagne
- M. Ashraf Abdelouahab, Adjoint du Ministre d'Etat chargé du développement administratif, République Arabe d'Égypte

Commentaires par :

- M. Jeroen Nijland, Directeur, Groupe de la Réforme Réglementaire, Ministère des Finances et des Affaires Économiques, Pays-Bas

12h30-14h30

Déjeuner

14h30 – 16h30

Séance 2: Impliquer les différents acteurs dans la mise en place des politiques : le rôle des autorités locales, de la société civile et des médias

L'engagement des citoyens, une communication efficace et l'implication des autorités locales constituent des éléments-clés pour garantir un impact positif des politiques publiques sur l'économie, l'environnement et la société. La décentralisation a eu pour résultat la responsabilisation progressive des autorités locales pour répondre aux besoins des citoyens et assurer une distribution adéquate des biens publics. Plusieurs expériences dans les pays de l'OCDE et de MENA ont démontré que, particulièrement au niveau local, la société civile peut constituer un acteur clé dans la gestion publique et son implication peut, à la fois, renforcer le développement des politiques publiques et des réformes, et faciliter une mise en œuvre efficace. Les stratégies de communication des gouvernements sont essentielles de ce point de vue là. Expliquer aux citoyens le besoin des réformes et le coût de l'inaction est un préalable important pour que les programmes gouvernementaux bénéficient du soutien de l'opinion publique. Les décideurs et les médias travaillent de plus en plus ensemble pour traduire les réformes complexes de gouvernance publique en message concentré, dans un style accessible au public. Les questions suivantes seront traitées dans cette séance :

- Comment les gouvernements de l'OCDE et de MENA procèdent-ils pour mettre en œuvre les principes d'une politique ouverte et participative ? Comment peuvent-ils assurer une participation plus large et plus représentative ?
- Comment les stratégies de communication peuvent-elles assurer que les citoyens, les responsables du secteur public, les représentants de la communauté des affaires et la société civile se considèrent comme bénéficiaires actifs des réformes de la gouvernance publique, avec une influence significative sur le processus des réformes ? Quel est le rôle approprié des médias ?
- Vue le rôle des autorités locales comme intermédiaire entre les citoyens et l'État, quelle sont les tendances en matière de gouvernance publique qui peuvent inspirer l'élaboration des politiques publiques dans l'avenir ?

Dans cette séance, les autorités locales, les représentants des médias et de la société civile exploreront de nouvelles stratégies pour contribuer à la conception des politiques. Ils vont également discuter du rôle de la participation de la société civile dans l'enrichissement de la gouvernance publique.

Modérateur et remarques introductives :

- *M. Rachid Benmokhtar, Président, Observatoire National pour le Développement Humain, Maroc*

Orateurs:

- S.E. M. Zouheir M'Dhaffar, Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la fonction publique et du développement administratif, Tunisie
- M. Abderrahman Chorfi, Secrétaire Général PI. du Ministère de l'Habitat et du développement de l'espace, Maroc
- Mme Soukaina Bouraoui, Directrice du Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTAR), Tunisie
- M. A-Kader Abderrahim, Journaliste à TV5 Monde, France
- M. Tiago Peixoto, Institut de l'Université Européenne, Italie
- M. Kamal Mesbahi, Transparency Maroc

Remarques de conclusion :

Mme Katju Holkeri, Conseiller, département gestion public, Ministère des Finances, Finlande

16h30 – 17h00

Séance de clôture: Le chemin à suivre : des gouvernements qui répondent aux besoins et fournissent des réponses efficaces

Président : M. Mohamed Abbou, Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la modernisation des secteurs publics, Maroc

Rapporteur:

- S.E. M. Chris Hoornaert, Ambassadeur, Délégation de la Belgique auprès de l'OCDE, Co-président Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance

Commentaires par :

- M. Rolf Alter, Directeur, Direction de la gouvernance publique et du développement territoriale, OCDE